



Getty Images

## 7 défis à relever par le président Obama

L'état de l'économie américaine le poussera à prendre des décisions brutales.

- Robert Morley
- [02/04/2013](#)

Il y a beaucoup de gens en pleine extase en Amérique, en ce moment. L'Amérique vient de voter pour réélire Barack Obama en tant que son président. Cependant, les réalités économiques auxquelles fait face cette nation ne peuvent être changées par quelque chose d'aussi simple qu'une élection. Avant que les quatre prochaines années ne se terminent, ce président pourrait regretter même d'avoir mis le pied dans la politique. Voici quelques défis gargantuesques qui doivent être résolus — sinon les Américains payeront tous le prix.

### DÉFI 1 : CONCEPTUALISER 1 BILLION [= 1 000 milliards de dollars]

Un million de secondes équivaut à 12 jours. Un milliard de secondes est égal à plus de 31 ans. Mille milliards de secondes représentent environ 31 688 ans !

C'est ce que mille milliards représentent en secondes. En dollars, l'Amérique s'enfonce de plus de mille milliards de dollars, chaque année. Le total du budget annuel du gouvernement fédéral n'est que de 3,7 billions de dollars. Ainsi, près d'un tiers des dépenses totales par an est emprunté. Cela signifie que si le nouveau président veut soudainement équilibrer le budget, il devra couper *presque un tiers de tout le budget fédéral*.

Une bonne part de l'équilibre budgétaire devrait être obtenue en supprimant les financements — parce qu'il n'y a tout simplement pas suffisamment d'argent sur lequel prélever des impôts. Selon Mike Shedlock, de Global Economic Trend Analysis, même si le gouvernement imposait cent pour cent des profits de toutes les sociétés et confisquait tous les actifs des super-riches (comme Warren Buffet et Bill Gates), il n'arriverait même pas à se rapprocher de l'équilibre budgétaire. Il devrait encore « prendre les salaires combinés de tous les joueurs du nfl, la grande ligue de Base-ball, du nba et du nhl, amputer les dépenses militaires de 254 milliards de dollars, et imposer tous ceux qui gagnent plus de 250 000 dollars à un taux de cent pour cent », dit M. Shedlock.

C'est peu réaliste. L'espoir, c'est que l'Amérique puisse continuer à emprunter des billions à jamais.

Du billion de dollars et plus que l'Amérique a emprunté l'année dernière, environ la moitié était de l'argent de la Réserve fédérale créé comme par magie. Pourquoi la Fed s'y est-elle pris de cette manière ? Parce que les étrangers ne lui prêteraient pas aux taux d'intérêt voulus par l'Amérique.

C'est un signe clair que le déficit de l'Amérique est dangereusement intenable.

Et indépendamment du fait que le président Obama décide de couper dans les dépenses, d'augmenter les impôts ou de mener ces deux actions à la fois, le déficit du pays entraînera des entailles énormes dans une économie qui est instable et

probablement déjà, de nouveau, en récession.

## DÉFI 2 : AFFRONTER LA DETTE NATIONALE

Aussi énorme que soit le déficit américain, la plus grande menace, c'est la dette pratiquement insondable. La dette fédérale officielle de l'Amérique est de plus de 16 billions de dollars, mais ce n'est que le sommet de l'iceberg. L'Amérique a promis à ses citoyens des dizaines de billions de plus en sécurité sociale, en allocations venant de Medicare et de Medicaid [les caisses d'assurance maladie américaines]. Laurence Kotlikoff, professeur d'économie à l'Université de Boston, estime la dette totale de l'Amérique au chiffre époustouflant de 222 billions de dollars. Revoyez ce que représente un billion.

Tout cet argent n'est pas dû immédiatement, mais il en faudra des portions croissantes à mesure que les 80 millions d'enfants du baby-boom de l'Amérique partiront à la retraite. Il n'y a aucune possibilité que l'Amérique paye cette facture.

Le président Obama devra amputer beaucoup, sinon la plupart, des promesses qui ont été faites aux retraités — et même s'il les ampute toutes, son gouvernement devra encore ces 16 billions de dollars officiels.

La partie la plus dangereuse, de manière imminente, de cette dette, c'est le risque lié au refinancement. L'Amérique emprunte constamment de l'argent pour rembourser ses échéances. En ce moment, les taux d'emprunt sont bons, parce que l'Europe semble dans une forme pire. Mais quand l'Europe se ressaisira — et elle se ressaisira — l'Amérique n'aura pas autant de prêteurs bien disposés.

## DÉFI 3 : OBTENIR LA MAÎTRISE D'UNE AIDE SOCIALE INCONTRÔLABLE

Le gouvernement fédéral américain finance maintenant 79 programmes d'assistance sociale : 11 programmes pour l'aide au logement, 12 pour des services sociaux, 3 pour l'énergie et l'aide utilitaire, 12 pour l'aide alimentaire, 12 pour diverses aides à l'éducation — en plus de 9 pour la formation professionnelle, 3 pour la garde et le développement de l'enfant, 7 pour l'aide médicale et 10 pour une aide financière.

Ajoutez-y une myriade de programmes de type assistance sociale aux villes locales et aux comtés.

L'étiquette totale pour les seuls programmes d'assistance sociale, au niveau fédéral et des États, a atteint presque 1 billion de dollars, en 2011, selon Heritage Foundation (voir le Défi 1). Ainsi, *presqu'un un tiers* du budget annuel de l'Amérique va maintenant dans les services sociaux.

Et si rien n'est fait, la part des dépenses sociales, dans le budget fédéral, augmentera radicalement. Sous le budget actuel pour 10 ans, les seules dépenses sociales fédérales s'élèveront à 1,57 billions de dollars avant 2022.

Il n'y a pas de correction facile. En fait, il se peut qu'il n'y ait pas de correction du tout. Environ un Américain sur trois obtient une sorte d'aumône du gouvernement. Les politiciens peuvent couper dans les dépenses — mais pas sans endommager massivement l'économie. L'économie est dépendante des dépenses du gouvernement. Il y a des industries entières qui pourvoient à la dépendance sociale. Arrêter la drogue d'un seul coup, et le président pourra s'attendre à un bouleversement économique, voire social, massif.

## DÉFI 4 : TRAVAILLER AVEC UN SYSTÈME BANCAIRE CORROMPU, EN TRAIN DE S'EFFONDRE

En 2010, des régulateurs américains ont dit aux plus grandes banques américaines qu'elles devaient élaborer des projets pour prévenir l'effondrement. Les régulateurs ont souligné que les banques devaient considérer le fait de devoir prendre des mesures radicales pour prévenir la faillite, et qu'elles ne pourraient plus compter sur le soutien du gouvernement. Cinq ans après l'effondrement de Wall Street, en 2008, le système bancaire n'est toujours pas davantage sécurisé. Les experts en matière de banque savent qu'il n'est pas sûr, et la seule entité qui l'étaye — le gouvernement fédéral lourdement endetté — dit maintenant qu'elle se retire.

Ajoutez à ce problème insoluble plusieurs autres : les scandales de blanchiment d'argent, les commerces douteux, l'implosion de MF Global, le scandale révélé du libor [Système de taux interbancaire] et les taux d'intérêt bas record. Il se peut que le système bancaire mondial soit *encore plus* sujet aux désastres économiques que cela ne l'était en 2008 !

Cependant, du fait que l'économie américaine est fondée sur la dette et est dirigée par la consommation, si les régulateurs essayent de maîtriser les grandes banques, elles devront réduire les prêts. Réduire les prêts signifie que l'économie ralentira encore plus. Des emplois seront perdus, les revenus fiscaux chuteront, l'utilisation de l'assurance sociale augmentera et le paiement de la dette deviendra beaucoup plus dur. C'est une situation inextricable pour le président Obama.

## DÉFI 5 : TROUVER UNE SOLUTION MAGIQUE AU CHÔMAGE

L'Amérique est au milieu de la pire situation de reprise du travail d'après-récession. À l'allure actuelle du taux de croissance du travail, l'Amérique a encore deux ans et demi ou trois ans de retard pour retrouver le taux d'emplois perdus lors de la

récession de 2007. Ensuite, la nation doit encore trouver des emplois pour tous les gens qui sont entrés sur le marché du travail durant les huit années suivantes.

Indépendamment de ce que le candidat aux présidentielles fera, ou a dit qu'il fera, les emplois ne reviendront pas — parce qu'il s'agissait, au départ, de faux emplois. La bulle immobilière était un produit des politiciens forçant les grandes banques à accorder des prêts aux acheteurs non candidats pour un prêt et de la Réserve fédérale essayant de donner une chiquenaude à l'économie en baissant artificiellement des taux d'intérêt. Le résultat en a été une masse monétaire gonflante qui a afflué vers l'immobilier — et beaucoup d'emplois de constructeurs, d'agents, d'experts et de banquiers qui se sont depuis lors évaporés.

Entretiens, les effets de la bulle immobilière ont masqué la plus grande période d'externalisation industrielle et de fabrication dans l'histoire américaine. En raison d'une combinaison de hauts coûts de la main-d'œuvre, de la haute taxation, de la haute charge de régulation, de hauts coûts de mise en conformité environnementale, de l'avancées dans la technologie, et de la nouvelle économie mondiale, beaucoup de tâches qui étaient réalisées en Amérique sont maintenant accomplies à l'étranger, et des produits et des services faits-en-Amérique sont maintenant importés.

Comme l'a démontré le projet de production d'énergie verte/solaire du président Obama, attirer des entreprises en Amérique est pratiquement impossible même avec des subventions massives du gouvernement — ce qui bientôt pourrait être inaccessible. C'était une promesse électorale qui était trop belle pour être vraie. Et des dizaines d'autres de ces promesses vides tinteront encore dans les oreilles des Américains, dans des années à venir.

## DÉFI 6 : RÉPARER UN SYSTÈME D'ÉDUCATION EN FAILLITE

Pour la première fois dans l'histoire, les étudiants américains doivent plus d'argent que le pays n'en doit avec ses cartes de crédits. Cependant, qu'obtiennent les étudiants pour cela ? De plus en plus, c'est une vie de servitude liée par contrat à un travail qui paye à peine les intérêts de leurs prêts.

C'est un énorme problème, parce que beaucoup de ces étudiants deviendront économiquement non fonctionnels — pris au piège dans des emplois pour payer des factures au lieu de produire des revenus solides, créer des emplois significatifs et construire l'économie.

La politique gouvernementale qui encourage chacun à aller à l'université — et à emprunter de l'argent pour le faire — a fait grimper les frais de scolarité si haut que dans de nombreux cas il n'est plus payant d'obtenir un diplôme. Le cartel de l'accréditation limite la création de nouvelles universités, donnant ainsi un monopole virtuel aux institutions existantes. Dans le même temps, les écoles existantes essayent d'apparaître meilleures en abaissant le niveau des cours, et en gonflant les notes.

Le président Obama a besoin, plus que tout autre chose, d'une main-d'œuvre américaine qui soit saine et forte. Mais il en aura une qui fonctionnera bien en-dessous de son potentiel.

## DÉFI 7 : FAIRE FACE AU COÛT ÉCONOMIQUE DE LA CHUTE DE LA MORALE EN AMÉRIQUE

Il y a cinquante ans, la majorité des Américains allaient se coucher la porte ouverte. Ils laissaient les clés dans la voiture pour le cas où quelqu'un aurait besoin de l'emprunter. Ils ne réfléchissaient jamais à deux fois avant de laisser leurs enfants aller à l'école à pied.

Ils ne vivent plus dans cette Amérique-là désormais. La nation a dégringolé du point de vue de la morale, en quelques décennies, et ce déclin a un coût élevé. Combien coûte l'augmentation des crimes ? La mise en conformité des entreprises ? Le logiciel de la déclaration d'impôts pour démontrer que le contribuable ne trompe pas le gouvernement ? Pensez à tout l'argent économisé si les entreprises n'étaient pas volées, les sites Web jamais piratés, les procès portant sur des milliards de dollars jamais tenus, si la police ne devait plus traquer des criminels, et les tribunaux et les prisons n'avaient pas à traiter des détenus.

Pensez encore à combien l'Amérique serait riche si ses habitants appliquaient les Dix Commandements : il n'y aurait plus de mensonges, plus de vols, plus de convoitises, plus d'assassinats. Il y a un plan auquel vous pouvez vraiment croire. Comme Bruce Walker l'a écrit, dans *American Thinker* [*Le penseur américain*], en 2008 : « L'argument financier, excellent et pratique, contre le péché est tellement accablant, le chiffre écrasant d'une analyse sérieuse coûts-avantages des billions perdus par notre acceptation du péché est tellement convaincant, que des gens remplis d'espoir peuvent rêver qu'un dirigeant sage considérera le combat contre le péché comme la façon la plus claire de faire de nous des gens plus riches et plus heureux ».

Que les Américains ne se forment pas de faux espoirs. Peu importe le bulletin du candidat que les électeurs mettent dans l'urne aujourd'hui, la chute morale de l'Amérique ne sera pas parée. Il y a plus de 230 années d'histoire américaine qui le démontrent.

La dette de l'Amérique, sa mentalité d'assistance sociale, son système d'éducation et sa moralité qui s'effondrent sont tous le produit de ses choix collectifs. Les Américains récoltent maintenant les fruits de ces choix. Les clignotants économiques

suggèrent qu'un autre ralentissement de l'économie a déjà commencé. Une dépression économique plus grande arrive, et il y a peu à faire pour l'atténuer.

La prospérité passée de l'Amérique ne retournera pas avant que tout le système économique n'ait été anéanti et un nouveau construit sur une fondation différente. Sa défaillance cardiaque financière a déjà commencé, et il faudra plus qu'une élection présidentielle pour rendre la prospérité à cette nation. ■